

Grands Lacs : la politique d'Obama critiquée

Deutsche Welle, 12.12.2012, Plusieurs ONGs américaines estiment que le département d'Etat est l'âme de mettre fin au conflit dans l'est du Congo, si l'administration Obama accentue la pression sur Kigali et Kampala. La politique américaine dans les pays des Grands Lacs a été vivement dénoncée par des élus du Congrès et par nombre d'ONG. Selon plusieurs organisations non gouvernementales américaines, tous les efforts internationaux pour parvenir à une paix durable en RDC sont manifestement insuffisants.

Au-delà d'une simple résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, qui appelle à la fin des violences dans l'est de la RDC, la réponse de la diplomatie internationale, notamment celle menée par Washington dans la région, s'avère inefficace. Longtemps alliés du régime de Kigali, les Etats-Unis ont commencé - il y a quelques mois seulement - à rompre avec son aide militaire accordée au Rwanda, accusé de soutenir les rebelles du M23 dans l'est de la RDC. Cependant, pour Gerd Hankel, spécialiste du Rwanda à l'Institut de recherche en sciences sociales de Hambourg, il faudrait aller beaucoup plus loin: "S'il y a un pays qui peut mettre fin au conflit dans l'Est de la RDC, c'est bien les Etats-Unis ou la Grande Bretagne. Parce que c'est vraiment ces deux pays-là qui ont une grande influence sur le Rwanda et l'Ouganda. C'est Susan Rice, l'ambassadrice américaine à l'Onu, qui est en quelque sorte la marraine de Paul Kagame. C'est elle de mettre la pression par exemple sur le Rwanda pour que ce pays arrête de s'impliquer dans le conflit en RDC." On reproche également au département d'Etat américain de n'avoir jamais pris de sanctions politiques contre Kigali, malgré l'existence de preuves crédibles d'un appui du Rwanda aux rebelles du M23. Selon Francis Laloupo, journaliste et analyste politique indépendant, l'administration américaine est restée confinée dans sa politique extérieure après le génocide rwandais: "L'administration américaine actuelle tout comme celle qui l'a précédée ont été amenées à gérer l'héritage du soutien que le président Clinton avait apporté à Kigali au lendemain du génocide rwandais. Sachant par ailleurs que les Etats-Unis se sont appuyés sur le deal qui a été fait entre le Rwanda et le régime de Laurent Dabirye Kibila, pour considérer qu'il y a une sorte d'autorisation pour le Rwanda de continuer à poursuivre des génocidaires rwandais sur le sol congolais." Le secrétaire d'Etat adjoint chargé de l'Afrique, Johnnie Carson, a reconnu que Washington n'avait pas pris de sanctions contre les responsables politiques rwandais accusés par l'Onu de soutenir le M23, mais que Washington souhaite désormais s'impliquer davantage dans ce dossier. C'est dans ce contexte que Christopher Smith, le Représentant du département d'Etat au Congrès, a plaidé pour l'envoi d'un ambassadeur de Barack Obama dans la région, pour donner un signal fort aux protagonistes du conflit. Washington brocardé au Congrès pour sa diplomatie en Afrique des Grands lacs AFP, 12-12-2012 Le département d'Etat américain a été mardi la cible de critiques d'élus du Congrès et d'ONG pour sa politique en Afrique des Grands lacs, notamment pour ne pas avoir réussi à stopper la rébellion dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). "Les efforts internationaux pour construire un processus de paix crédible pour le Congo sont manifestement dans un piteux état, condamnant le pays à de nouveaux cycles d'un conflit dévastateur", s'est insurgé lors d'une audition à la Chambre des représentants le patron de l'ONG Enough Project, John Prendergast. Au-delà d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU appelant à la fin des violences, "la réponse de la diplomatie internationale s'avère être extraordinairement inefficace", a poursuivi l'expert. Le secrétaire d'Etat adjoint chargé de l'Afrique, Johnnie Carson, a longuement défendu la diplomatie américaine dans les Grands lacs, contestant qu'elle soit "faible". Des pourparlers se tiennent actuellement à Kampala (Ouganda) entre la RDC et les rebelles du M23, mouvement de mutins qui combat depuis avril l'armée congolaise dans la riche province minière du Nord-Kivu (est). Le M23 est composé d'ex-rebelles tutsi congolais qui avaient été intégrés à l'armée de RDC après un accord de paix signé en 2009. Ils s'étaient mutinés au printemps en arguant que l'accord n'avait jamais été entièrement respecté. L'Est de la RDC, région frontalière avec le Rwanda et l'Ouganda, riche en cuivre, diamants et or, a été le théâtre de plusieurs guerres régionales de 1996 à 2003. Kinshasa et l'ONU accusent le Rwanda et l'Ouganda de soutenir le M23, ce que Kigali et Kampala nient. Longtemps alliés au Rwanda du président Paul Kagame, les Etats-Unis ont commencé cet été à rompre leur idylle avec Kigali, réduisant leur modeste aide militaire et l'accusant de plus en plus ouvertement d'appuyer le M23. Ces dernières semaines toutefois, le département d'Etat préférait appeler à "la fin des soutiens extérieurs au M23" plutôt que de désigner nommément le Rwanda et l'Ouganda. Carson a cependant admis qu'il existait des "preuves crédibles" d'un appui rwandais aux mutins en RDC et reconnu que Washington n'avait jamais pris de sanctions contre des responsables de Kigali montrés du doigt par l'ONU. Le représentant Christopher Smith a plaidé pour la création d'un "ambassadeur du président (Barack Obama) capable d'envoyer un message plus fort aux protagonistes du processus de paix".